

DOSSIER DE PRESSE

CEREMONIE DE REMISE DE PRIX
VENDREDI 6 NOVEMBRE 2009

*“Se mobiliser
pour que prévale la paix
sur les facteurs de guerre.”*

Jacques Chirac

PRIX DE LA FONDATION
CHIRAC

POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS

fondation
Chirac



agir au service de la paix

www.fondationchirac.eu

Sommaire

| | |
|---|--------------|
| I. DISCOURS DU PRESIDENT JACQUES CHIRAC LORS DE LA REUNION D'INSTALLATION DU JURY, 15 JUIN 2009 | P. 3 |
| II. CONSTAT - LES CONFLITS ARMES DANS LE MONDE ET LES ACTIONS DE PAIX MISES EN ŒUVRE | P. 4 |
| III. LE PRIX DE LA FONDATION CHIRAC POUR LA PREVENTION DES CONFLITS | P. 6 |
| IV. PRESENTATION DES LAUREATS | P. 7 |
| 1. PRIX DE LA FONDATION CHIRAC POUR LA PREVENTION DES CONFLITS L'Imam MUHAMMAD ASHAFI et le Pasteur JAMES WUYE | p.7 |
| 2. PRIX SPECIAL DU JURY Le Docteur PARK JAE-KYU | p.10 |
| V. PRESENTATION DU JURY DU <i>PRIX DE LA FONDATION CHIRAC POUR LA PREVENTION DES CONFLITS</i> PRESIDE PAR JACQUES CHIRAC | P. 13 |
| VI. PRESENTATION DES MEMBRES DU COMITE D'EXPERTS | P. 15 |
| VII. RAPPEL SUR LES ACTIONS DE LA FONDATION CHIRAC | P. 17 |
| VIII. PARTENAIRES | P. 18 |
| IX. CONTACTS | P. 19 |



I. Discours du Président Jacques Chirac lors de la réunion d'installation du Jury

15 juin 2009

« Mesdames et Messieurs les Membres du Jury,
Chers amis,

Je vous remercie de votre présence. Elle est un signe d'espoir. Un signe d'espoir pour la paix.

Il y a un an, lorsque nous avons créé ensemble la Fondation, nous partagions le même diagnostic. Nous nous disions que l'absence de dialogue sérieux entre les cultures, préparait de nouveaux conflits. Nous nous disions également que la dégradation des ressources naturelles et la pauvreté, avaient créé des situations intenable : trop d'hommes et de femmes sans accès à l'eau, trop d'hommes et de femmes sans aucune sécurité alimentaire ; trop d'hommes et de femmes sans aucun accès à des médicaments de qualité. Ces situations portent en germe les conflits de l'avenir. Nous l'avions déploré ensemble : la plupart des processus de paix étaient en panne. Un climat de méfiance généralisée laissait peu de chance à la diplomatie préventive.

Une nouvelle volonté de dialogue entre les peuples et les cultures commence cependant à s'exprimer dans le monde. L'affrontement entre les civilisations n'est plus présenté comme une fatalité. La volonté d'imposer la paix, ou la démocratie, par les armes s'est périmée.

Des appels à la raison commencent à être entendus au Liban, au Kurdistan, en Iraq. Certains des malentendus, produits par un climat international d'agressivité, ont peut-être une chance d'être enfin levés. Les opinions sont mieux convaincues que l'avenir n'ira pas sans une solidarité nouvelle entre les peuples. Tout cela forme un contexte propice aux efforts de prévention.

Ces efforts, je les crois nécessaires entre les communautés au sein de chaque Etat. L'ouverture du monde aboutit presque partout à une radicalisation des identités et des revendications. Des situations sans rapport les unes avec les autres sont mises en écho. Ceux qui se sentent méprisés ou incompris trouvent dans les conflits du monde une raison de colère supplémentaire. La violence et l'intolérance se parent de nouveaux prétextes. Le désarroi des jeunes et des pauvres s'accroît. De vieux griefs, enfouis dans les mémoires, retrouvent de la vigueur.

Les efforts de prévention, sont aussi nécessaires entre les nations.

- *Pour prévenir une nouvelle course aux armements et une prolifération nucléaire que personne ne saura arrêter.*
- *Pour prévenir de nouvelles ingérences et de nouvelles tentatives de déstabilisation dont les populations font toujours les frais.*

Vingt ans après la fin de la Guerre froide, trop de pays vivent encore dans l'état de guerre avec leurs voisins.

Alors oui, comme vous, je crois à la patience de ceux qui s'engagent dans la médiation et la prévention des conflits.

Cela n'attire pas la lumière des médias. Ces efforts de prévention méritent pourtant mieux que l'anonymat :

- *parce qu'ils offrent des exemples d'engagement utile,*
- *parce qu'ils offrent des modèles à la jeunesse,*
- *parce qu'ils présentent des expériences que l'on peut reproduire ailleurs.*

Nous l'avons dit il y a un an. Nous ne resterons pas inactifs face aux conflits de l'avenir. Aujourd'hui, la Fondation existe. Elle est active et vivante. Nous avons déjà beaucoup travaillé. Le Prix pour la Prévention des conflits est lancé.

Je vous remercie, mes chers amis, d'être une nouvelle fois, à mes côtés, pour comprendre comment nous pouvons, au mieux, favoriser l'intérêt international pour la prévention des conflits et nous tenir, fidèlement, modestement, aux côtés de ceux qui ont commencé à réussir ce travail.

Merci. »



Prix pour la prévention des Conflits 2
© Fondation Chirac

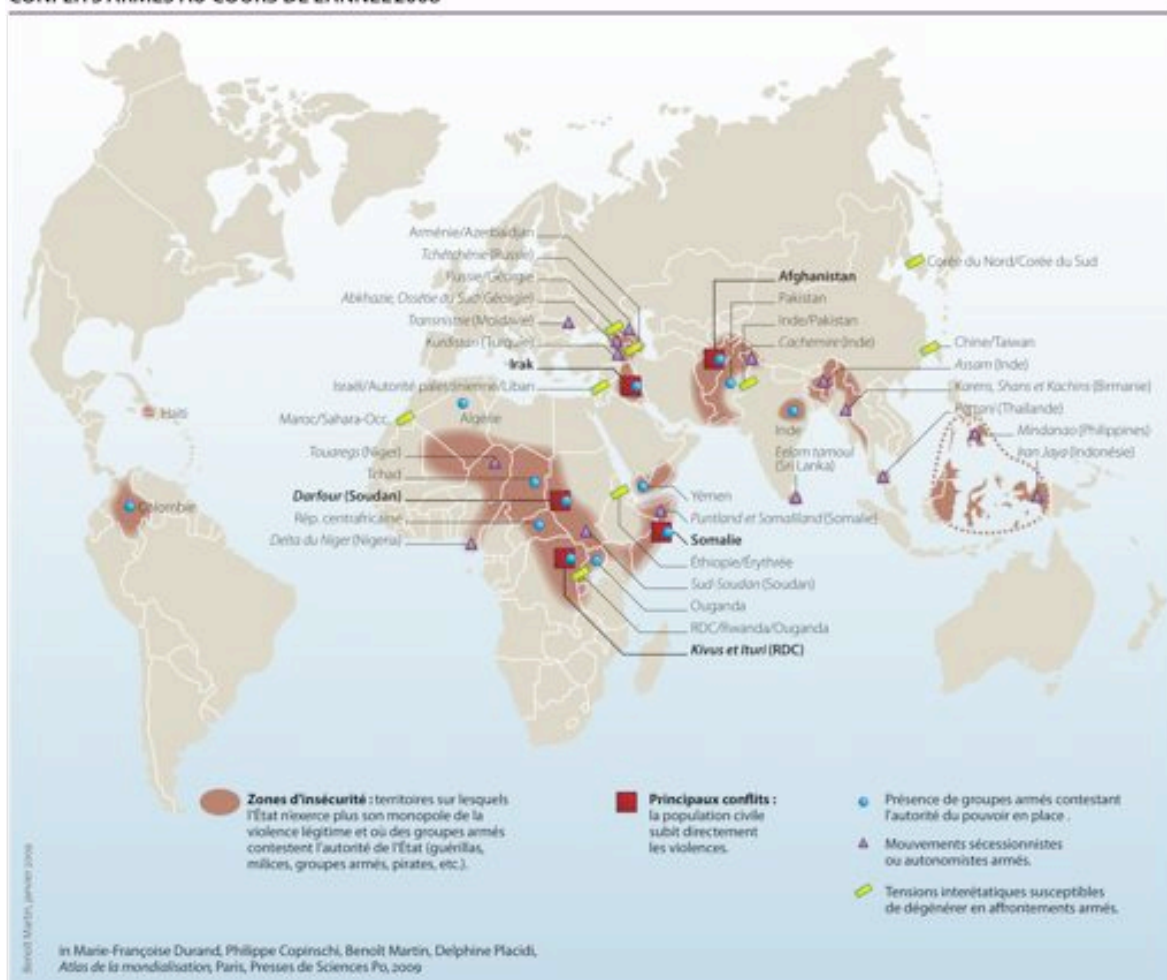
II. Constat – Les conflits armés dans le monde et les actions de paix mises en œuvre

Aujourd'hui, la moitié de la population mondiale vit en milieu urbain, un tiers de ces personnes dans des conditions misérables.

Les inégalités sont de plus en plus visibles, **la faim dans le monde atteint un niveau historique et touche plus d'un milliard de personnes**, soit un sixième de l'humanité. L'accès inégal à l'éducation, à l'eau, à la santé, mais aussi à l'emploi, à la mobilité internationale diffuse un sentiment d'injustice. La destruction des cultures traditionnelles et des milieux suscitent un grand désarroi des peuples qui les subissent. Ces évolutions créent un terrain propice au développement des conflits entre les communautés et les peuples.

Figure 1

CONFLITS ARMÉS AU COURS DE L'ANNÉE 2008



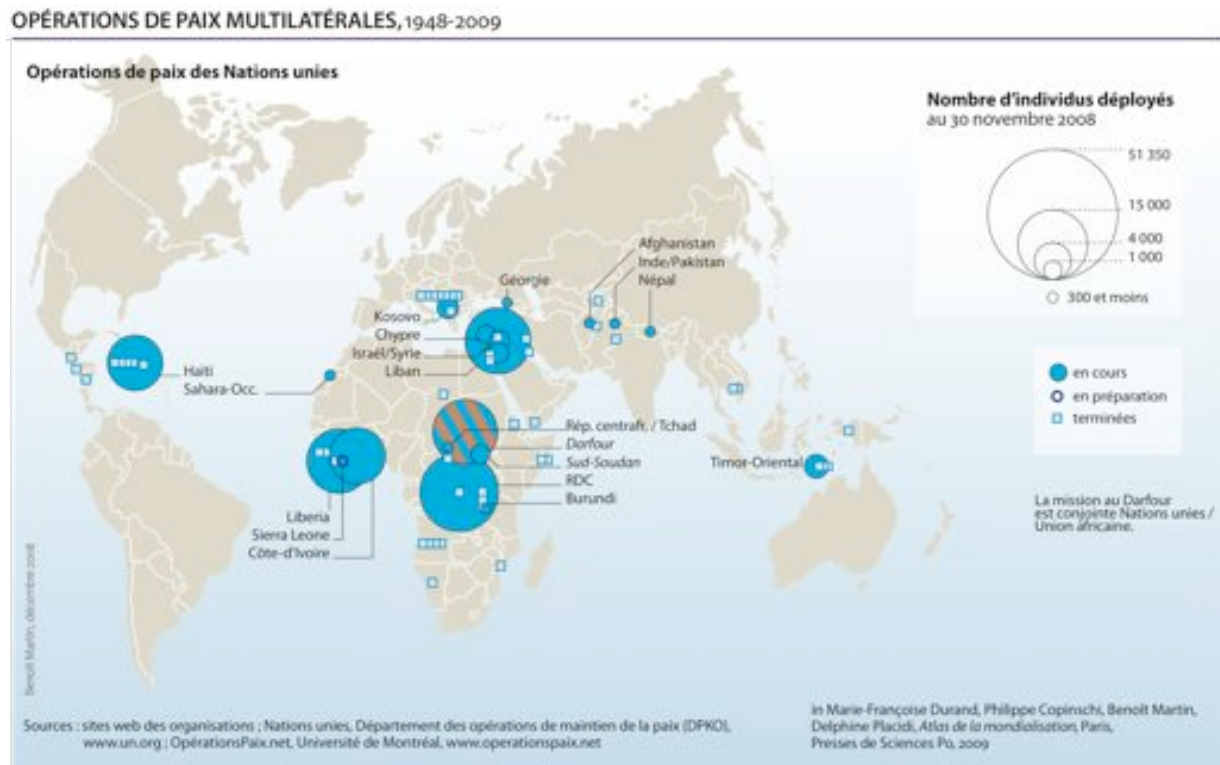
Durand, Copinschi, Martin, Placidi, Atlas de la mondialisation 2009 © Presses de Sciences po, 2009

Le besoin de prévention des conflits se fait particulièrement sentir dans la zone tropicale. Les tensions internationales ou intercommunautaires accentuent les risques déjà existants pour les populations : la sécheresse, la famine, la destruction des milieux naturels. Les conflits y retardent et parfois y annulent les efforts de développement. L'indicateur de développement humain (IDH) de la République Démocratique de Congo, de la Côte d'Ivoire, du Zimbabwe, par exemple, n'a pas progressé depuis quinze ans. La pauvreté qui en résulte, par exemple, devient à son tour une nouvelle raison de conflit qu'il est facile d'attiser. C'est pourquoi la prévention des conflits, sur le terrain, là où les tensions

menacent de dégénérer, est un travail indispensable au service d'un développement durable. La communauté internationale est obligée de consacrer des moyens croissants au rétablissement de la paix et à son maintien, là où l'explosion des conflits n'a pas été prévenue. C'est notamment, le cas depuis les années 2000. En 2003, environ 110 000 personnes ont été déployées lors d'opérations de paix. Aujourd'hui, ce chiffre est supérieur à 187 000 personnes.

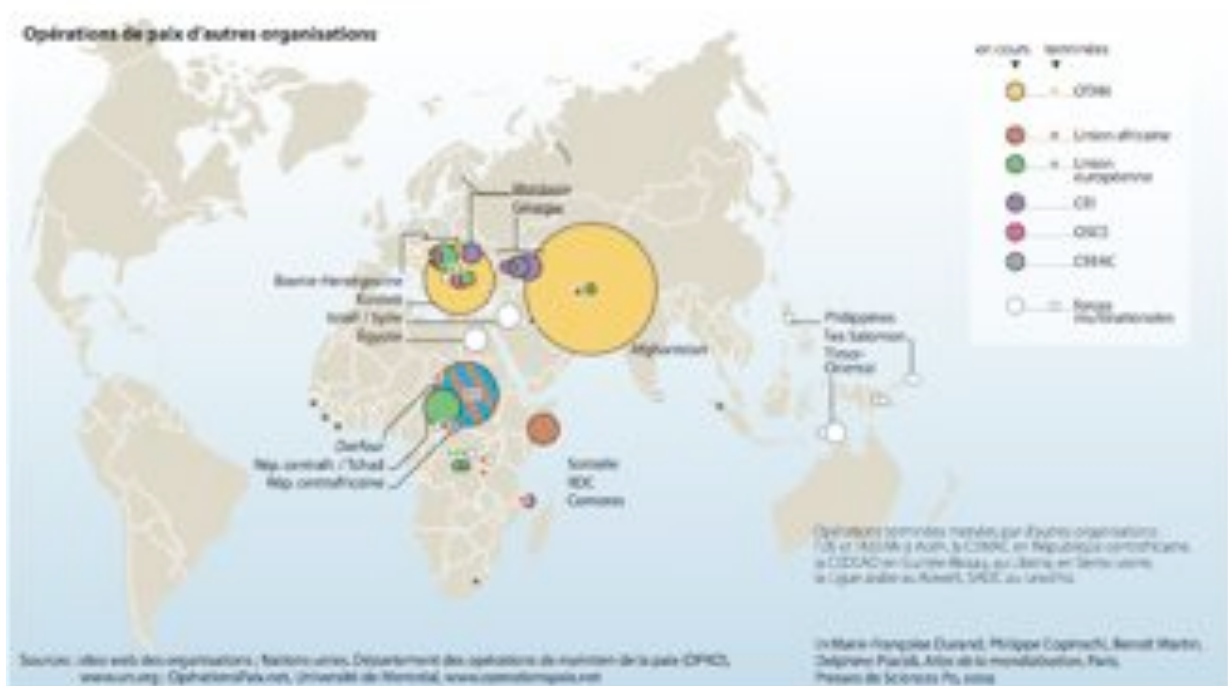
Les efforts de paix supposent des moyens importants (envois de forces militaires, travail de reconstruction, assistance humanitaire d'urgence pour les victimes...) et doivent, le plus souvent, s'inscrire dans la durée pour être efficaces. On mesure par contraste, l'intérêt du travail de médiation et de réconciliation, souvent anonyme et peu coûteux, des femmes et des hommes qui, par la diplomatie et le travail de terrain, évitent aux conflits de dégénérer.

Figure 2



Durand, Copinschi, Martin, Placidi, Atlas de la mondialisation 2009 © Presses de Sciences po, 2009

Figure 3



Durand, Copinschi, Martin, Placidi, Atlas de la mondialisation 2009 © Presses de Sciences po, 2009



III. Le Prix de la Fondation Chirac pour la prévention des conflits

Si les efforts en faveur de la Paix sont couronnés par le Prix Nobel, ceux des hommes, des femmes et de nombreuses institutions qui agissent, sur le terrain, pour prévenir des conflits sont peu récompensés à un niveau international. Leur action est pourtant plus que jamais indispensable dans un monde où les guerres et les tensions intercommunautaires augmentent, dans un monde où trop de processus de paix s'avèrent fragiles.

Quand il était Secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali avait déjà voulu faire de la prévention des conflits une catégorie à part entière de l'action internationale dans son *Agenda pour la Paix* (1992).

Aujourd'hui, le *Prix de la fondation Chirac pour la prévention des conflits* veut améliorer la notoriété de ces initiatives et les soutenir.

La fondation Chirac s'appuie sur un Comité d'experts qui identifie les zones de conflits potentiels. Après y avoir recensé les actions en faveur de la prévention des conflits, ce Comité propose au Jury une liste de personnalités ou d'institutions qui ont contribué à créer un processus de dialogue entre belligérants. Le Jury, composé de personnalités ayant œuvré pour la paix, remet ensuite à deux lauréats, pour l'exemplarité et l'urgence de leur action :

- le **Prix de la fondation Chirac**, remis à une ou des personnes de la société civile et doté de 100 000 euros.
- le **Prix Spécial du Jury**, remis à une ou des personnalités publiques.



IV. Présentation des lauréats

1. PRIX DE LA FONDATION CHIRAC POUR LA PREVENTION DES CONFLITS

L'Imam MUHAMMAD ASHAFI et le Pasteur JAMES WUYE

(Pour leur action au Nigeria)

L'IMAM MUHAMMAD ASHAFI ET LE PASTEUR JAMES WUYE

D'abord chefs de milices religieuses qui s'affrontaient au Nigeria, ils sont ensuite devenus des militants du dialogue interreligieux. Ensemble, ils ont créé, en 1995, le Centre de Médiation Interreligieuse (IMC) dans l'Etat de Kaduna, au nord du Nigeria. Ils travaillent désormais à la pacification de leur pays et s'efforcent de diffuser leur méthode de dialogue à l'étranger.

LE CENTRE DE MEDIATION INTERRELIGIEUSE (INTERFAITH MEDIATION CENTER, IMC)

Fondé en 1995 à Kaduna, le Centre de Médiation Interreligieuse (IMC) forme des équipes à la résolution des conflits à travers le Nigeria. Il intervient dans les écoles et les universités, au moyen de séminaires et d'ateliers sur la démocratie et le dialogue interreligieux. La religion y est présentée comme un facteur de rapprochement. L'IMC s'adresse aux femmes, aux jeunes, aux chefs religieux et aux responsables politiques. Ce Centre a, entre autres, contribué à apaiser les tensions lors des affrontements de Kaduna en 2002 et de Yelwa en 2004.

Le Pasteur James Wuye et l'Imam Muhammad Ashafi ont reçu en 2005 le *Prix de la Paix* de Brême.

LE NIGERIA EN PROIE AUX CONFLITS COMMUNAUTAIRES

Le Nigeria compte près de 135 millions d'habitants. Confronté à des forces centrifuges avec les Haoussas et les Peuls du Nord, de confession musulmane, les Yorubas au Sud Est, les Ibos du Sud à majorité chrétienne, et une myriade d'autres ethnies minoritaires – l'État dispose de peu de marge de manœuvre face aux tensions.

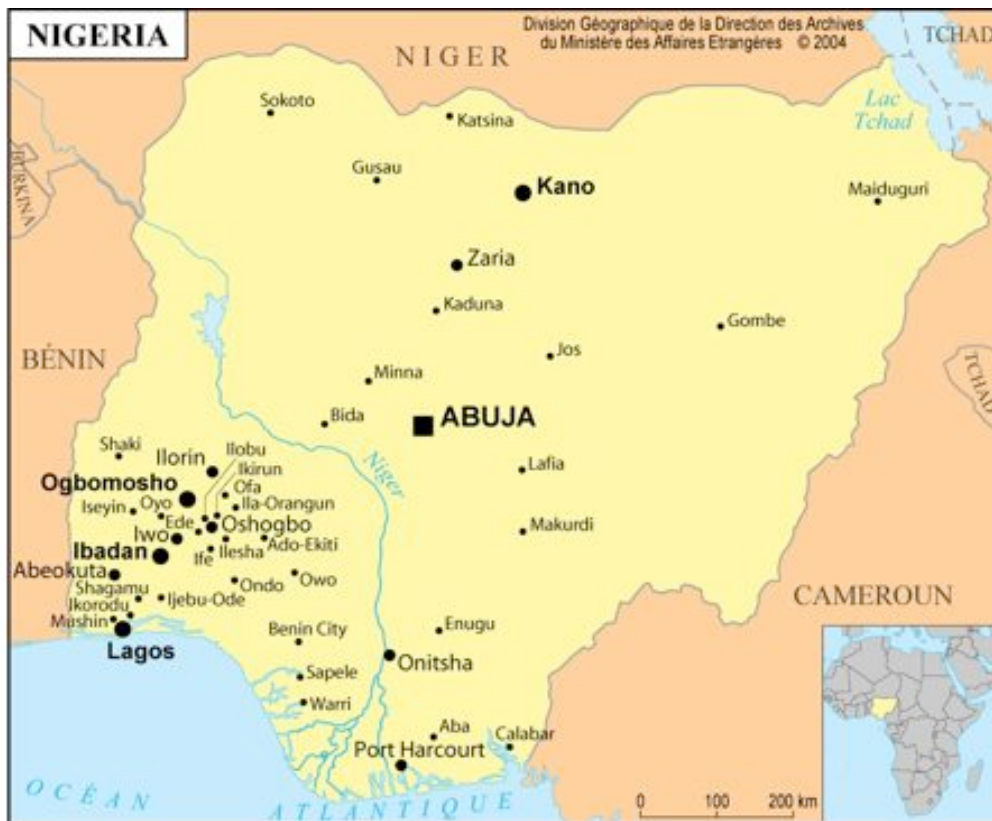
Depuis 1960, il hésite entre fédération et confédération, régime civil ou militaire, système démocratique ou autoritaire. Plus d'une quinzaine de coups d'États ont secoué le pays.

Le pays fut le théâtre d'une guerre civile extrêmement meurtrière lors de la sécession du sud-est en République du Biafra (2 millions de morts de mai 1967 à janvier 1970). Malgré le traumatisme laissé par ce conflit, de nouveaux séparatismes sont encore à craindre.

Un nationalisme local survit dans le Sud Est du pays. Cette région concentre la plupart des richesses naturelles et la population, à majorité Ibo, se rebelle depuis le début des années 1990 contre l'État fédéral pour percevoir une part plus importante des bénéfices de la rente pétrolière.

Le Delta du Niger, connaît des violences urbaines et côtières endémiques. S'y multiplient sabotages et prises d'otages.

La région septentrionale du Nigeria, caractérisée par son effervescence religieuse, menace de basculer dans la violence à la moindre étincelle. Dans cette même région, l'islamisme politique est attisé par le prosélytisme islamique de groupes venant du Moyen-Orient. Il est en progression chez les Haoussas et les Yorubas. Parallèlement, les « poches » Ibos connaissent une nouvelle vague d'évangélisation sous l'influence de groupes protestants.



CHRONOLOGIE

1966 : Un coup d'État impose au pouvoir le Général Ironsi, un Ibo ; son assassinat, quelques mois plus tard, déclenche des émeutes interethniques.

1967-1970 : Guerre du Biafra déclenchée par la sécession des Ibos de l'est du pays.

1999 : Retour à la démocratie, Olusegun Obasanjo est élu président.

OCTOBRE 2000 : L'adoption de la charia, la loi islamique, dans plusieurs états du nord, entraîne des émeutes entre chrétiens et musulmans qui font plusieurs centaines de victimes.

SEPTEMBRE 2001 : Des affrontements intercommunautaires dans le centre du pays font plusieurs centaines de morts.

NOVEMBRE 2002 : Des affrontements entre chrétiens et musulmans font près de 220 morts à Kaduna (nord)

AVRIL 2003 : Olusegun Obasanjo est réélu avec 61% des suffrages.

MAI 2004 : L'attaque, par des miliciens chrétiens d'un village d'agriculteurs musulmans situé à l'ouest de la capitale Abuja entraîne des affrontements qui causent la mort de 630 personnes.

NOVEMBRE 2008 : Des violences interconfessionnelles engendrées par la contestation d'une élection locale font plus de 200 morts dans la ville de Jos, dans le centre du pays.

LEUR ENGAGEMENT DANS LA PREVENTION DES CONFLITS

Depuis la fin de la guerre civile en 1970, le Nigeria vit une instabilité chronique liée aux tensions politiques, ethniques et religieuses. Avec près de 135 millions d'habitants, ce pays d'Afrique de l'Ouest compte plus de 250 communautés dont les principales ethnies sont les Haoussas et les Peuls, majoritairement musulmans au Nord, et les Yoroubas chrétiens, musulmans et animistes au Sud-Ouest. L'enjeu du dialogue interconfessionnel y est considérable et dans leur démarche, l'Imam Muhammad Ashafa et le Pasteur James Wuye courent de réels dangers.

L'État de Kaduna, d'où sont originaires les lauréats, cristallise toutes les tensions. Y vivent 6 millions de personnes, moitié musulmans et moitié chrétiens. Sa capitale a été le théâtre de combats violents, en

particulier en 2002, époque où Muhammad Ashafa et James Wuye se battaient dans des groupes religieux opposés : « militants religieux, programmés pour se haïr tout en évangélisant et en islamisant à tout prix (...), nous étions l'un et l'autre les victimes d'une situation que nous contribuions à créer. », expliquent-ils.

Mais, grâce à la relecture de leur foi, chacun d'entre eux rejette progressivement la violence et ils s'engagent ensemble, contre leur propre communauté, vers la réconciliation. Les groupes auxquels ils appartenaient, frappés par leur évolution d'un militantisme agressif vers un activisme de paix, ont adhéré à leur action. Leur exemple a permis d'apaiser leur société. « *Accepter l'autre pour ce qu'il est. Créer des espaces où les autres peuvent être ce qu'ils veulent, sans avoir à se fondre dans la masse.* ». Désormais engagés au-delà de Kaduna, Muhammad Ashafa et James Wuye se rendent dans les zones sensibles du Nigeria et à l'étranger où ils transmettent leur modèle de dialogue interreligieux.

2. PRIX SPECIAL DU JURY

PARK JAE-KYU

Ancien Ministre de l'Unification de la République de Corée
(Pour son action en Corée)

LE DR PARK JAE-KYU

Originaire de la Province de Kyongsang du Sud, en République de Corée, Park Jae-Kyu a étudié les Relations internationales aux États-Unis notamment à Columbia, où il se passionne pour les études nord-coréennes. Professeur à l'Université Kyungnam, il y fonde en 1972, l'Institut des Etudes pour l'Extrême Orient (IFES) pour promouvoir la paix entre les deux Corées et leur unification. En 1986, il devient Président de l'Université. Fin 1999, Kim Dae-Jung, Président de la République de Corée, le nomme ministre de l'Unification afin de mettre en œuvre une politique de coopération et de réconciliation avec la Corée du Nord. Depuis 2003, il est redevenu Président de l'Université Kyungnam.

Park Jae-Kyu est l'auteur d'ouvrages sur les relations intercoréennes : *The Politics of North Korea* ; *The Foreign Relations of North Korea* et *Nuclear Proliferation in Developing Countries*.

MENACE D'UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE ENTRE LES DEUX COREES

En 1948, la péninsule coréenne est partagée en deux : au Nord, la République populaire démocratique de Corée, soutenue par la Chine et au Sud, la République de Corée soutenue par les États-Unis. Le différend qui oppose les deux Corées dégénère en conflit armé : en 1950, la Guerre de Corée éclate. L'armistice signé en 1953 fait taire les armes, mais ne sera suivi d'aucun traité de paix.

Dès les années 1960, les deux États tentent de se rapprocher, mais leurs efforts se soldent par un échec. Avec la fin de la Guerre froide et l'entrée des deux Corées à l'ONU, le processus de rapprochement reprend. Il faudra cependant plus d'une décennie pour qu'une première rencontre ait lieu entre les dirigeants des deux pays à Pyongyang, en juin 2000.

Cet événement est aussi le fruit de la « politique de paix et de prospérité » menée par le Président sudcoréen Kim Dae-Jung. Surnommée « Sunshine policy », cette politique cherche à instaurer un climat de confiance, et à favoriser l'ouverture et le développement économique de la Corée du Nord, aujourd'hui, un des pays les plus pauvres d'Asie. Souvent comparée à l'Ostpolitik de Willy Brandt, la « Sunshine policy », repose sur la création d'intérêts communs dans le domaine économique afin de prévenir les conflits et de préparer la réunification.

Des projets concrets ressortent du Sommet de Pyongyang comme la réunion de familles de part et d'autre de la frontière (15 000 personnes) ; la construction d'un complexe touristique sur le Mont Kumgang et d'une zone industrielle à Kaesong.

Dès 2005, la Corée du Sud devient le deuxième partenaire économique de la Corée du Nord, après la Chine.

En 2007, un second sommet intercoréen a lieu, qui vise à :

- instaurer un « système de paix permanent »,
- rétablir le transport ferroviaire de fret,
- faire de la Mer Jaune, source de tensions dans le passé, une zone de coopération.

La question du démantèlement des installations nucléaires nord-coréennes fait parallèlement l'objet de négociations entre les deux Corées, les États-Unis, la Chine, la Russie et le Japon (Pourparlers à Six) qui ont débuté en 2003.

En 2006, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la résolution 1718 exigeant le démantèlement des programmes nucléaires de la Corée du Nord et instaurant un système de sanction.

En février 2007, les négociations aux Pourparlers à Six, débouche sur l'acceptation par la Corée de Nord des premières mesures de gel de son programme nucléaire en échange de fourniture d'énergie. Lors du Sommet de Pyongyang, le 3 octobre 2007, la Corée du Nord s'engage à neutraliser l'ensemble de ses programmes et installations nucléaires avant la fin de l'année contre une normalisation de ses relations avec les États-Unis et une aide énergétique accrue (1 million de tonnes de fioul).

Mais depuis 2008, alors que les Pourparlers à Six sont bloqués, la situation se détériore dans la péninsule coréenne : en juillet 2008, un premier incident met un terme à l'activité commune touristique sur le site de Kumgang ; en décembre 2008, la Corée du Nord suspend l'activité du site industriel de Kaesong ainsi que la ligne ferroviaire intercoréenne. En avril 2009, elle procède à un nouveau tir de missile (aussitôt condamné par le Conseil de sécurité). Le 14 avril, elle se retire des pourparlers à Six, exige le départ de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et reprend ses activités sur le site de Yongbyon. Elle procède, le 25 mai, à un nouvel essai nucléaire, condamné par le Conseil de sécurité des Nations unies (résolution 1874) qui met en place des sanctions internationales. Beaucoup d'efforts bilatéraux et internationaux, officiels et officieux, essaient de prévenir le retour d'une nouvelle guerre froide dans la péninsule. Une timide reprise du dialogue Nord-Sud s'esquisse depuis août 2009.



© statistiques-mondiales.com septembre 2009

CHRONOLOGIE

1948 : Proclamation de l'indépendance de la République de Corée.

1950-1953 : La Guerre de Corée fait, selon certaines estimations, 1.500.000 morts. La guerre civile en Corée fait quelque 100.000 victimes.

1979-1980 : Émeutes suivies de répression en Corée du Sud. Les estimations font état de 1000 morts. Le 26 octobre 1979, le Président Park Chung-hee est abattu par le chef des services de renseignements sud coréen Kim Jae-kyu.

1998-2003 : Présidence de Kim Dae-jung, initiateur de la « politique du rayon de soleil ».

JUIN 1999 : Incident naval au large des côtes nord-coréennes au cours duquel la marine sud-coréenne coule plusieurs navires du Nord.

JUIN 2000 : Sommet de Pyongyang entre Kim Jong-il et Kim Dae-jung qui se conclut par la signature de la déclaration conjointe du 15 juin 2000. Park Jae-kyu, alors Ministre de l'Unification en Corée du Sud joue un rôle de premier plan dans la préparation, le déroulement et le suivi du Sommet.

2003-2008 : Poursuite de la « politique du rayon de soleil » sous la présidence de Roh Moo-hyun avec, entre autres, l'établissement de liaisons ferroviaires, maritimes et aériennes, et l'organisation en Corée du Nord de circuits touristiques (à Kaesong par exemple) pour les Sud-Coréens.

13 FEVRIER 2007 : Entente sur un éventuel démantèlement du programme nucléaire nord-coréen.

OCTOBRE 2007 : Second sommet intercoréen au cours duquel Kim Jong-il et Roh Moo-hyun signent un document commun par lequel ils s'engagent à promouvoir la paix et la prospérité dans la péninsule.

25 FEVRIER 2008 : Lee Myung-bak devient le 10^e président de la Corée du Sud. Il met de côté la « politique du rayon de soleil » poursuivie par ses deux prédécesseurs pour favoriser une politique de rapprochement avec les États-Unis.

11 JUILLET 2008 : Un soldat nord-coréen tire sur une touriste du Sud dans le parc touristique de Kumgang et la tue.

2008-2009 : Les positions se durcissent des deux côtés du 38^e parallèle. Suite à cette détérioration des relations, la Corée du Nord a suspendu les accords qui la liaient à son voisin du sud.

AOUT 2009 : Rencontre entre la Présidente du conglomérat Hyundai et Kim Jong-il à Pyongyang pour relancer les projets de Kaesong et du Mont Kumgang. Décès de Kim Dae-jung. Reprise du dialogue entre le Nord et le Sud.

SON ENGAGEMENT DANS LA PREVENTION DES CONFLITS

Comme universitaire, Park Jae-Kyu a d'abord conduit ses compatriotes à passer de la logique de l'affrontement à celle du rapprochement entre les deux Corées alors que les relations entre les deux pays étaient crispées depuis plus de 50 ans. Ainsi, l'Institut des Etudes pour l'Extrême Orient, a formé des penseurs qui, par leur travail, rendent possible le lent processus de dialogue entre le Nord et le Sud. L'Ecole d'études supérieures sur la Corée du Nord, qu'il a créée en 2004, poursuit le même objectif : former des hommes à prendre activement part à la réconciliation de la péninsule. Ministre de l'Unification, Park Jae-Kyu a également joué un rôle de première importance dans la mise en œuvre de la « politique du rayon de soleil » ou « Sunshine policy ». Cette politique de rapprochement entre le Nord et le Sud, voulue par le Président Kim Dae-Jung, a démarré au début des années 2000 et a abouti au Sommet et à l'accord de Pyongyang de 2000, premier accord entre les deux États depuis la signature de l'armistice en 1953. Si les efforts du Président Kim Dae-Jung ont été justement reconnus par le Prix Nobel de la Paix en 2000, de nombreux observateurs ont noté la contribution cruciale de Park Jae-Kyu à la réalisation du Sommet. Sa connaissance de la Corée du Nord ainsi que ses positions en faveur d'un dialogue constructif entre le Nord et le Sud ont été une des clefs de ce succès. Cette étape, certes suivie de reculs, peut donner l'impression que très peu avait été accompli. Il est sans doute plus juste de penser que les progrès réalisés en 2000 démontrent que les relations entre le Nord et le Sud peuvent passer de la confrontation à la coopération. Ce Sommet constitue surtout un précédent essentiel pour la consolidation du rapprochement entre les deux pays.

Tout indique aujourd'hui que les relations Sud-Nord, bien qu'instables, pourraient se réchauffer. Le coup de frein donné, en 2008, à la « politique du rayon de soleil » laisse la place à un dégel qui semblait inespéré depuis la suspension des accords signés entre 2000 et 2007. La libération de deux journalistes américaines à la suite de la visite du Président Bill Clinton, la récente rencontre de Hyun Jung-Eun, Présidente du conglomérat Hyundai, avec Kim Jong-il et l'envoi d'une délégation nord-coréenne aux obsèques de Kim Dae-Jung, suivi d'une rencontre imprévue de cette délégation avec le Président Lee, constituent autant de jalons positifs rendus possibles grâce au Sommet de 2000 et au travail en profondeur de Park Jae-Kyu.

Universitaire reconnu, il continue aujourd'hui, à titre privé, d'œuvrer pour le dialogue inter-coréen dont il a contribué à créer les bases institutionnelles.



V. Présentation du Jury du *Prix de la fondation Chirac pour la prévention des conflits* présidé par Jacques Chirac

Boutros Boutros-Ghali



Secrétaire général de l'ONU de janvier 1992 à 1996, Boutros Boutros-Ghali apporte une contribution essentielle à la doctrine de la diplomatie préventive en établissant l'Agenda pour la Paix. Auparavant, en tant que ministre égyptien des Affaires étrangères, il avait été avec son homologue israélien Moshe Dayan l'un des principaux négociateurs des accords de paix israélo-arabes signés par Anouar El-Sadate et Menahem Begin en 1979. Après avoir été nommé Secrétaire général de la francophonie de 1997 à 2002, il est aujourd'hui Vice-Président du Haut Conseil de la francophonie.

Michel Camdessus



Président d'honneur des « Semaines sociales de France », membre de « l'Africa Progress Panel », présidé par Kofi Annan, il a été Directeur général du Fonds Monétaire International de 1987 à 2000, après avoir été directeur du Trésor (1982-1984) puis gouverneur de la Banque de France (1984-1987). A travers de nombreuses missions et interventions, il a mis son expertise au service des « biens publics mondiaux » : Représentant personnel de Jacques Chirac pour le NEPAD (nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), il a notamment présidé le Panel mondial sur le financement des infrastructures de l'eau, dont le rapport a été publié en 2003 lors du Sommet de Kyoto, puis a été membre de la Commission pour l'Afrique présidée par Tony Blair associé, à ce titre, au rapport « Our common interest », publié en 2005.

Joaquim Alberto Chissano



Président de la République du Mozambique de 1986 à 2005. Désormais à la tête de la « fondation Chissano », il porte des projets de développement impliquant la participation active des populations et inscrits dans une perspective de réconciliation après la guerre civile. Pleinement engagé au service de la culture de la paix, il a reçu, en 2007, le Prix Mo Ibrahim, récompensant un leader africain qui s'est distingué par sa bonne gouvernance et la qualité de sa gestion des affaires publiques.

Federico Mayor



Directeur général de l'Unesco de 1987 à 1999, il y fonda le programme « Culture de Paix » et obtint que l'Assemblée générale des Nations Unies déclare l'an 2000 « Année internationale pour la culture de paix ». En 2000, il crée la « Fondation pour une culture de Paix ». Désigné co-président du « groupe de haut niveau » pour l'Alliance des civilisations par le Secrétaire général des Nations Unies en 2005, il est Président du réseau « Initiative pour la Science en Europe ». Docteur en pharmacie, professeur de biochimie, Federico Mayor a été le cofondateur du Centre de biologie moléculaire de l'Université autonome de Madrid, en 1974, et a été ministre de l'Education et des Sciences du gouvernement espagnol ainsi que député européen.

Andrea Riccardi



Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Rome III, il a fondé à Rome en 1968 – dans le sillage du concile Vatican II – la communauté catholique de Sant'Egidio dont l'action, profondément engagée dans la vie sociale, est orientée en faveur des pauvres, du dialogue interreligieux et de la paix. Elle met en avant les avantages de la démocratie et du développement économique et social, propose des garanties et des solutions de reconversion et rappelle l'importance du devoir de mémoire, sans laquelle réconciliation et paix ne sont pas durables.

Sant'Egidio a ainsi mené des actions de médiation au Liban, en Albanie, au Kosovo, au Mozambique ou au Guatemala. Le 21 mai dernier, Andrea Riccardi a reçu le prix Charlemagne, attribué chaque année à une personnalité qui s'est engagée pour l'unification de l'Europe.

Jorge Sampaio



Président de la République portugaise de 1996 à 2006, période au cours de laquelle il a mené une intervention politico-culturelle constante et a contribué à de nombreuses causes, y compris la lutte contre le VIH/sida, les droits de l'homme et l'indépendance du Timor oriental, Jorge Fernando Branco de Sampaio a été, en 2006, le premier Envoyé spécial de l'ONU pour le plan mondial « Halte à la tuberculose ». En 2008, il est lauréat du Prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Il est actuellement Haut représentant du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations.

Ismaïl Serageldin



Ismaïl Serageldin est Directeur de la Bibliothèque d'Alexandrie. Diplômé de l'université de Harvard et de l'université du Caire, il est professeur mais aussi architecte et écrivain. Il a été longtemps en poste à la Banque mondiale où il a notamment présidé le groupe consultatif sur la recherche agricole internationale et le groupe consultatif pour aider les pays les plus pauvres (CGAP). De 1996 à 2000, il a présidé « l'Association mondiale de l'eau », et, de 1998 à 2000, la « Commission mondiale pour l'eau au 21ème siècle ». Il co-préside le « African biotechnology panel ». Ismaïl Serageldin est membre du Sénat égyptien.

Simone Veil



Déportée à Auschwitz pendant la Seconde guerre mondiale, Simone Veil commence sa carrière dans la magistrature après avoir été diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris. En 1974, elle devient ministre de la Santé et fait adopter la loi dite Loi Veil autorisant l'avortement en France. De 1979 à 1982, elle est la première présidente du Parlement européen élu au suffrage universel. Successivement ministre d'État, des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville de 1993 à 1995, puis membre du Conseil Constitutionnel de 1998 à 2007, elle est élue en novembre 2008 à l'Académie française au fauteuil de Pierre Messmer.



VI. Présentation des membres du Comité d'experts

Aldo Ajello

D'abord journaliste, Aldo Ajello a été élu au Sénat, puis à la Chambre des Députés italiens. Il a également été membre du Parlement européen, au sein duquel il préside la Commission pour l'environnement et la protection du consommateur. Sous-secrétaire général du bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), puis Représentant Spécial chargé de diriger la mission de maintien de la paix au Mozambique (ONUMOZ) en 1992. Secrétaire général adjoint des Nations Unies, il mène des missions au Tadjikistan, en Arménie et en Azerbaïdjan ainsi qu'au Rwanda. En 1996, il quitte les Nations Unies et rejoint l'Union européenne en tant que Représentant Spécial dans l'Afrique des Grands Lacs jusqu'en 2007.

Arnaud Danjean

Délégué général de la fondation Chirac pour la prévention des conflits. En poste à Sarajevo de 1995 à 1998, puis sur le dossier du Kosovo, entre 1998 et 2002, il a également collaboré, à Pristina, avec le Haut Représentant pour la PESC (politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne) en 2004 - 2005. Entre 2005 et 2007, Arnaud Danjean est conseiller pour les Balkans auprès du ministre des Affaires étrangères. Il est désormais Président de la sous-commission « sécurité et défense » au Parlement européen.

Dominique David

Directeur exécutif de l'IFRI, Dominique David a été chargé de recherche au Centre d'études politiques de défense de l'université de Paris I, Directeur adjoint de l'Institut français de polémologie, et, de 1985 à 1991, Secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale (Fedn). Il a également enseigné à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, à l'Université de Paris I et à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Membre du Conseil scientifique de la Défense depuis septembre 1998, il occupe également depuis 2002 les fonctions de rédacteur en chef de Politique étrangère.

Franck Debié

Normalien, agrégé de géographie, docteur en géographie politique, diplômé d'HEC et de Besse Scholar (Oxford), Franck Debié dirige le Centre de géostratégie de l'École normale supérieure à Paris. Il enseigne également la gestion des risques internationaux et les questions européennes à HEC. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le Proche-Orient et les Balkans. Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique de 2004 à 2008, il est désormais le Directeur général de la fondation Chirac.

Peter Harling

Directeur Projet Irak, Syrie, Liban à l'International Crisis Group (ICG), Peter Harling a rédigé une thèse sur "L'Irak sous Saddam Hussein" et a travaillé pour le ministère des Affaires étrangères ainsi que l'Institut français des relations internationales (IFRI). Basé à Damas, il collabore également avec le Centre de Recherches Internationales de la Sorbonne (CRIS).

Jean-Pierre Lafon

Président du Bureau International des Expositions (B.I.E.), depuis décembre 2007, il a effectué la totalité de sa carrière au sein du ministère des Affaires étrangères. Son parcours riche et varié l'a conduit à être membre de la délégation française à la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (CSCE),

avant d'être nommé en Iran, au Niger, et à la tête de la Direction des Nations Unies du Quai d'Orsay. Il a été ambassadeur au Liban et en Chine avant de devenir Secrétaire général des Affaires étrangères, fonction qu'il exerce jusqu'en 2006. Il a été élevé en 2005 à la dignité d'Ambassadeur de France. Jean-Pierre Lafon est un des membres fondateurs et Vice-Président de la fondation Chirac.

Olivier Lafourcade

Ingénieur agronome, diplômé de l'Université de Maryland, Olivier Lafourcade a occupé des postes de haute responsabilité à la Banque Mondiale pendant 30 ans, notamment comme Directeur pour le Mexique de 1996 à 2002. Il est actuellement consultant international dans les domaines de stratégies de développement auprès, entre autre, de l'Agence Française de Développement (AFD) et de plusieurs institutions des Nations Unies.

Luc Pareydt

Père jésuite, spécialisé en philosophie et sciences politiques (IPE Paris), Luc Pareydt travaille au Proche-Orient depuis une vingtaine d'années. Aujourd'hui consultant libéral en formation et en géostratégie auprès d'entreprises, d'associations caritatives ou humanitaires et d'instances religieuses, il met ses compétences au service de projets de coopération, d'éducation ou encore de développement avec les différents acteurs sur le terrain. Sa connaissance approfondie du conflit israélo-palestinien et les relations qu'il entretient depuis vingt ans avec la région lui permettent d'avoir une expertise fine des enjeux politiques, religieux et sociétaux de ce conflit.

Valérie Terranova

Diplômée de l'Institut des Langues et Civilisations Orientales (« Langues O »), japonisante, elle a été chargée de mission à la direction des relations internationales de la Mairie de Paris, durant huit ans. Commissaire général de l'Année de la France au Japon de 1996 à 1999, elle rejoint cette même année le cabinet du Président de la République, où elle se spécialise dans les relations interculturelles. En mai 2007, elle fonde son cabinet de conseil en stratégie. Elle est un des membres fondateurs de la fondation Chirac et Secrétaire général du Conseil d'Administration de la Fondation.

Georges Tsai

Citoyen canadien d'origine chinoise, turque, grecque et italienne, Georges Tsai est né à Istanbul. Diplômé en Sciences Politiques et en Commerce, Georges Tsai a été, de 1969 à 2003, au service de l'État canadien dans différents départements. Au Costa Rica, où il a été vice-recteur de l'Université pour la paix (UPEACE), affiliée aux Nations Unies, il a développé et géré une institution qui offre des programmes de maîtrise en études de paix et de conflits à des étudiants venant de plus de 50 pays différents. Depuis 2008, il est Ambassadeur spécial du Recteur de l'Université pour la Paix (Costa Rica).

Bâtonnier Bernard Vatier

Avocat, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau de Paris de 1996 à 1997, il a également été président du Conseil des Barreaux de l'Union européenne de 2003 à 2005. Il a acquis son expertise au sein d'un cabinet de conseils juridiques devenu cabinet d'avocat spécialisé dans les transactions commerciales et le droit de l'entreprise. Enseignant, très actif dans la défense des valeurs que représente la profession d'avocat, il est internationalement reconnu pour ses compétences dans le domaine de l'arbitrage. Il est un des membres fondateurs de la fondation Chirac.



VII. Rappel sur les actions de la fondation Chirac

La fondation oriente ses actions vers l'accès aux médicaments, l'accès à l'eau, la lutte contre la déforestation et la désertification, et le soutien aux langues et cultures menacées...

L'accès à l'eau et à l'assainissement

La fondation Chirac soutient et fait connaître un projet de la Banque Africaine de Développement : un Plan de renforcement des capacités pour un accès durable à l'eau et à son assainissement en milieu rural au Mali. Ce projet comprend la formation professionnelle aux métiers de l'eau, le renforcement des capacités des élus locaux, des usagers de l'eau et des associations de gestion des infrastructures, la réalisation de campagnes d'information, d'éducation et de communication.

L'accès aux médicaments de qualité

La fondation Chirac veut renforcer l'autonomie des pays les plus pauvres en matière de gestion et de contrôle des médicaments de qualité. Elle accompagne, avec le gouvernement béninois et la Fondation Pierre Fabre, le Laboratoire National de Contrôle de la Qualité des Médicaments de Cotonou dans le processus de certification par l'Organisation Mondiale de la Santé. Certification qui l'autorisera à travailler au niveau régional en Afrique de l'Ouest. La Fondation Chirac lance également une mobilisation, au plus haut niveau, de la communauté internationale contre le trafic croissant de faux médicaments. L'acte fondateur de cette campagne s'est tenu le 12 octobre 2009 lors de l'Appel de Cotonou.

La lutte contre la déforestation et la désertification

La fondation Chirac a noué un partenariat stratégique avec le Forest Trust pour promouvoir la gestion durable des forêts tropicales. Leur collaboration comprend :

- un Centre d'Excellence Sociale à Brazzaville pour la formation des forestiers à l'exploitation durable de la forêt et la certification FSC* ,
- un dispositif de surveillance par les habitants de la forêt (GPS),
- une radio communautaire à Pokola (Congo) permettant un dialogue entre les exploitants et les habitants.

** Forest Stewardship Council, label reconnu au niveau international certifiant la gestion durable d'une forêt*

Ce partenariat avec le TFT a permis de certifier 750 000 hectares de forêt dans le bassin du Congo.

Préservation de la diversité culturelle et linguistique

La fondation Chirac soutient le projet « Sorosoro, pour que vivent les langues du monde ! » qui se définit par trois volets :

- un volet patrimonial avec la création d'une Encyclopédie Numérique des Langues : cette base de données en images, en sons et en textes, sur les langues et cultures du monde, sera montée à partir de tournages sur le terrain, mis en œuvre par la fondation,
- un volet diffusion et sensibilisation du grand public via un site Internet interactif et participatif ; ce site est aussi le support d'une Télévision des Langues constituée de films courts réalisés à partir des images et des sons recueillis pour la base de données,
- un volet de soutien à la revitalisation des langues et au développement des populations qui les parlent, notamment à travers des actions éducatives.

Le site Internet www.sorosoro.org a été lancé lors du Point d'étape du programme Sorosoro le 6 octobre 2009 au musée du quai Branly.



Partenaires © Fondation Chirac

VIII. Partenaires

Le Prix de la fondation Chirac pour la prévention des conflits bénéficie du généreux soutien de Monsieur Naguib Sawiris, Président d'Orascom Telecom , de J.C. Decaux et de la Caisse des Dépôts.

Monsieur Naguib Sawiris, Président d'Orascom Telecom.

Diplômé de l'Ecole polytechnique de Lausanne, Naguib Sawiris rejoint l'entreprise familiale égyptienne Orascom en 1979. Il préside aujourd'hui l'une de ses filiales, Télécommunication Tenant S.A.E. (OTH). Présente au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique et désormais en Europe, Orascom Telecom compte 84 millions d'abonnés à travers le monde. Le groupe Orascom est l'un des plus gros conglomérats et le plus important employeur privé du pays. Naguib Sawiris est récipiendaire de la Légion d'honneur et du "Sitara-e-Quaid-e-Azam" Award remis par le Général Pervez Musharref, Président de la République islamique du Pakistan, pour services rendus au pays dans le domaine de la télécommunication, des investissements et le secteur social.





Terra Pretta 2 © Fondation Chirac

IX. Contacts

Fondation Chirac

14 rue d'Anjou
75008 Paris
Tél : + 33 (0) 1 47 42 87 60
Fax : + 33 (0) 1 47 42 87 78
www.fondationchirac.eu

Découvrez l'action de la fondation Chirac et les moyens d'y participer sur son site : www.fondationchirac.eu et sur le blog à l'adresse suivante <http://blog.fondationchirac.eu>

Contact presse

FONDATION CHIRAC :

Juliette Karpa
juliette.karpa@fondationchirac.eu
Tél : + 33 (0) 1 47 42 87 70